

Vers une huile de palme durable ? Histoire récente d'une controverse

Au cours des dernières décennies, l'huile de palme s'est progressivement imposée comme principale huile végétale de par le monde. Outre les médecins, cette évolution ne manque pas d'inquiéter les ONG et les défenseurs de l'environnement, l'extension des plantations ayant provoqué une déforestation effrénée des forêts tropicales. Une culture durable de cet or orange est-elle donc possible ?

Histoire d'un succès

L'huile de palme est extraite de la pulpe du fruit du palmier à huile. Avant le raffinage, elle est d'une couleur jaune orangée, d'où son appellation d'or orange. La raison de son énorme succès est toute simple : sa production à l'hectare est de loin supérieure à celle des autres huiles végétales. Comparés au soja, au colza ou à d'autres cultures alternatives, les palmiers à huile nécessitent beaucoup moins de terres. L'huile de palme est en outre résistante aux hautes températures et confère aux aliments un goût très doux, ce qui explique qu'elle soit devenue un ingrédient très prisé par l'industrie alimentaire. Pour preuve, un nombre impressionnant de produits dans les supermarchés, de l'alimentation aux cosmétiques, contient aujourd'hui de l'huile de palme. Si cette mention ne figure pas encore sur l'étiquette, elle deviendra obligatoire dans l'Union européenne à partir de 2014. Le terme générique actuel d'« huile végétale » devra alors être précisé, une obligation dictée principalement par des motifs de santé. Sa teneur élevée en acides gras saturés a d'ailleurs poussé le Conseil supérieur de la santé en Belgique à préconiser de limiter son utilisation.

N'empêche, l'huile de palme est devenue un business juteux. Les deux principaux pays producteurs sont aujourd'hui la Malaisie et l'Indonésie, même si l'Afrique est en passe de les rejoindre. On s'attend par ailleurs à une croissance constante de la demande au cours des années à venir, suite principalement à l'explosion démographique en Chine et en Inde.

Palmisation

Si l'industrie du papier et du bois était jusqu'ici la principale responsable de la déforestation en Indonésie, cet « honneur » revient désormais aux plantations de palmiers à huile. Et les conséquences sont désastreuses. Les forêts tropicales sont en effet vitales, d'une part, pour la rétention de CO₂ et, d'autre part, pour la préservation des habitats de nombreuses espèces animales et végétales menacées. Les marécages tourbeux sont eux aussi lentement mais progressivement transformés en terres à palmiers. En plus de cela, la culture des palmiers à huile nécessite d'énormes quantités d'eau, qui, mélangée aux engrais et aux pesticides, polluent les cours d'eau et empoisonnent les poissons. In fine, cette *palmisation* a aussi un effet social pervers, dans la mesure où les habitants des forêts sont spoliés de leurs terres.

Table ronde

La problématique n'est certes pas nouvelle. En réponse à l'indignation publique, une *Table ronde pour l'huile de palme durable* (RSPO) a été mise sur pied, en 2004 déjà, par un groupe de planteurs, de producteurs, de transformateurs, d'investisseurs et d'ONG (dont le WWF et Oxfam). En 2005, cette Table ronde a développé un code de conduite articulé autour de 8 principes et 39 critères, qui a abouti à un label d'huile de palme durable. Le premier bateau chargé d'huile certifiée a accosté dans un port européen en 2008.

Si des voix critiques, dont celle de Greenpeace, se sont élevées pour dénoncer la RSPO comme étant une *masquerade écologique*, l'initiative a cependant été généralement bien accueillie. En 2010, la certification RSPO a été octroyée à la 25.000^e entreprise agricole familiale, à Djakarta. Les gros distributeurs et les transformateurs voient aussi dans ce label un moyen habile de démontrer leur préoccupation environnementale. Kellogg's, Unilever, Carrefour, Mondelez, Nestlé et Cie ont entre-temps tous promis d'opter pour de l'huile de palme à 100 % durable. Nous n'y sommes toutefois pas encore, loin de là !

GreenPalm

Chaque planteur peut faire contrôler et certifier sa plantation selon les critères de la RSPO. Mais c'est en aval de la filière que le bât blesse. La chaîne de production est si complexe qu'il s'avère particulièrement difficile et, surtout, très cher de séparer l'huile produite de manière durable de celle qui ne l'est pas. Pour éviter que la RSPO n'échoue sur cet écueil, un de ses membres (l'entreprise britannique de transformation pétrolière Aarhus-Karlshamn) s'est mis en tête de trouver des solutions. Ainsi a vu le jour la certification GreenPalm. Selon Bob Norman, le président de GreenPalm, le seul moyen de changer l'ensemble de l'industrie de l'intérieur est de « veiller à ce que l'huile de palme durable ne reste pas l'apanage des grandes entreprises pouvant supporter les frais d'une transformation séparée et à encourager les producteurs à pérenniser leur production. »

La RSPO dans l'œil du cyclone

Que les ONG se montrent critiques à l'égard des certifications Book and Claim ne surprendra personne. Mais la RSPO a eu bien d'autres chats à fouetter ces dernières années, notamment suite à l'avalanche de plaintes concernant des conflits et des violations des droits humains dans les nouvelles plantations de palmiers à huile. Sou-



Agriculteur de Pulau, Malaisie © Tianyake

vent, d'importants critères RSPO n'ont pas été respectés, tels que l'interdiction d'exploitation de forêts primaires à haute valeur de conservation (high conservation value areas) ou l'obligation d'annoncer tout projet de nouvelles plantations et d'y impliquer la population locale. À Bornéo, par exemple, les bulldozers de Surya Mining Jaya se sont mis en marche malgré de multiples oppositions, sans que le secrétariat de la RSPO ne réagisse de manière adéquate. L'entreprise indonésienne Duta Palma, destructrice notoire des forêts, est la seule à s'être « illustrée » en se faisant rayer de la liste des membres de la RSPO, en mai 2013.

Sous la pression des critiques grandissantes, un débat enflammé s'est amorcé au sein de la RSPO sur la reformulation plus rigoureuse de certains critères et procédures. Le dernier texte, approuvé en avril 2013, inclut plusieurs nouveaux critères, comme la réduction d'émissions de gaz à effet de serre dans les nouvelles plantations et des directives en matière de pratiques commerciales éthiques, de droits humains et d'élimination du travail forcé. Toutefois, il ne tient pas compte l'appel de nombreux membres, scientifiques et ONG, à étendre l'interdiction d'abattage des forêts primaires aux forêts secondaires et aux tourbières, et à interdire complètement l'utilisation de pesticides nocifs.

Certificats RSPO

La RSPO distingue quatre niveaux de certification :

- **Book and Claim** (géré par GreenPalm) : le planteur obtient un certificat pour chaque tonne d'huile issue d'une plantation conforme aux critères RSPO, qu'il peut ensuite offrir sur le marché virtuel GreenPalm. Les entreprises peuvent alors acheter ce certificat et labelliser une même quantité de produit comme étant « durable » (sans pour autant qu'il contienne effectivement de l'huile certifiée). Le planteur, de son côté, peut mettre à profit sa prime pour rendre sa production encore plus durable.
- **Mass balance** : les huiles conventionnelles et durables peuvent être mélangées.
- **Segregated** : l'huile certifiée est séparée de celle non certifiée, du début à la fin de la chaîne, ce qui garantit que l'huile de palme contenue dans le produit provient effectivement de plantations certifiées.
- **Identity preserved** : ce système permet une traçabilité complète depuis la plantation d'origine.

En 2012, 72 % de l'huile de palme certifiée RSPO a été commercialisée comme Book and Claim.



La récolte est prête © CIFOR

Greenpeace

Il n'est guère surprenant que Greenpeace demeure très critique envers la RSPO dans son récent rapport intitulé *Certifying Destruction* (certifier la destruction). Selon An Lambrechts, la coordinatrice internationale du volet politique de la campagne « Forêts/Indonésie », « Greenpeace n'a pas adhéré à la RSPO et ne le fera probablement jamais, étant donné la faiblesse fondamentale des critères. De plus, la dernière révision ne prévoit que des lignes directrices volontaires concernant l'émission de gaz à effet de serre et n'impose même pas d'interdiction totale de l'exploitation des tourbières.

À cela s'ajoute le fait que la certification RSPO n'offre aucune garantie que l'huile de palme certifiée n'ait pas impliqué l'abattage de forêts. Les entreprises peuvent obtenir le label RSPO pour une plantation déterminée et se cacher derrière ce label tout en poursuivant leurs pratiques dans d'autres plantations, car il n'y a guère de suivi du plan concret qu'elles doivent présenter pour ces dernières. En octobre 2012, Greenpeace a publié une évaluation des efforts en matière de durabilité consentis par les onze principaux producteurs mondiaux. Il en ressort que seule une entreprise, Agropalma, au Brésil, s'est réellement efforcée de protéger les forêts tropicales et les tourbières. Les mesures prônées par la RSPO ne font donc pas le poids pour couper le lien entre huile de palme et déforestation. »

WWF

En sa qualité de cofondateur de la RSPO, le WWF adopte une autre stratégie, explique Sabien Leemans, de la branche belge de l'organisation : « La RSPO est la seule



initiative qui fédère l'ensemble de l'industrie. Pour réaliser notre ambition de *durabiliser* tout le secteur, nous avons donc choisi de rester autour de la table. Mais il est vrai que, nous aussi, nous attendions plus du nouveau texte. Celui-ci ne prévoit pas d'interdiction totale des plantations dans les tourbières ou des pesticides nocifs, points que nous avons pourtant mis à l'ordre du jour. Nous estimons toutefois que, même s'ils ne sont pour l'heure pas partout contraignants, les nouveaux critères approuvés sèment les germes du changement. » Et Adam Harrison, négociateur pour WWF-International d'ajouter : « C'est aussi la raison pour laquelle nous avons tant insisté sur le rapportage public des données sur les émissions au moyen d'un outil uniforme, le *Palm Greenhouse Gas Tool*. Celui-ci permettra de mettre en exergue, en rouge, les chiffres portant sur l'exploitation des tourbières, de sorte que les entreprises, encouragées par les investisseurs, les politiciens ou les consommateurs, réalisent qu'elles doivent évoluer vers une huile de palme à *faible émission de carbone*. Il en va de même pour la traçabilité, car l'huile de différentes sources est mélangée à grande échelle. Si le système dit de « diligence raisonnable » (*due diligence*) proposé par le WWF ne s'est pas avéré faisable, l'obligation faite aux raffineries d'enregistrer la source constitue toutefois un premier pas dans la bonne direction. »

De nouvelles coalitions

Greenpeace et le WWF sont en tout cas sur la même longueur d'onde en ce qui concerne la mise en exergue des bons exemples. Les entreprises qui vont au-delà des critères RSPO peuvent en effet faire tomber les premiers dominos d'une *durabilisation* de la production d'huile de palme. C'est ainsi qu'a vu le jour le *Palm Oil Innovation Group* (POIG), une coalition regroupant des ONG (dont Greenpeace et le WWF) et des entreprises comme Agropalma (Brésil), New Britain Palm Oil Limited (Royaume-Uni, plantations en Papouasie-Nouvelle-Guinée), Daabon (Colombie) et GAR (Indonésie). Dans une déclaration conjointe de juin 2013, ces « *innovateurs* » entendent dépasser la RSPO dans trois domaines clés : l'écologie (fin de la déforestation, protection des tourbières, réduction de l'usage de pesticides...), la collaboration avec les communautés locales et « l'intégrité » (transparence, traçabilité...).

Huile de palme et réchauffement climatique

À l'inverse des plantations de palmiers à huile, les forêts tropicales stockent d'énormes quantités de carbone. Lorsqu'elles sont abattues ou brûlées, les gaz à effet de serre sont libérés dans l'atmosphère. C'est d'autant plus vrai pour les tourbières, qui, bien qu'elles ne couvrent que 3 % de la surface terrestre, contiennent d'énormes quantités de carbone. La destruction des tourbières indonésiennes vaut d'ailleurs à ce pays sa place de troisième émetteur de CO₂ au monde, après la Chine et les États-Unis. Si l'Indonésie bannit le drainage des tourbières de plus de trois mètres de profondeur, l'industrie, ne respecte toutefois que très rarement cette interdiction.



Plantation de palmiers à huile sur tourbière, Sarawak © Wakx

An Lambrechts confirme : « Nous espérons ainsi démontrer dans la pratique que des normes plus rigoureuses peuvent effectivement découpler huile de palme et déforestation. » En mars 2013, Greenpeace a pour sa part publié un communiqué de presse saluant un projet pilote conduit par GAR. La première phase de ce projet mené en Kalimantan occidental (Indonésie) devrait imprimer un élan important à une gestion d'entreprise visant à préserver les forêts et les tourbières riches en carbone. Les paysans locaux qui épargnent ces étendues bénéficient d'une compensation, tandis que GAR examine avec les autorités quelles autres terres peuvent être libérées.

Une solution avancée de plus en plus fréquemment consiste en effet à planter les nouveaux palmiers sur des sols déboisés depuis un certain temps déjà. S'inspirant d'une recherche menée à Kalimantan, une étude du WWF a démontré que de bonnes techniques de culture et de récolte s'avéraient souvent plus importantes pour le rendement que la qualité des sols. Cela signifie que des plantations aménagées sur des terres dégradées pourraient également s'avérer rentables. Or, l'Indonésie, et plus encore le Brésil, dis-

pose de millions d'hectares de terres qui pourraient convenir.

Une huile de palme durable

« C'est grâce à ces pionniers qui recherchent des solutions que les choses bougent », conclut Sabien Leemans. « Ceci étant, il est tout aussi important d'encourager les acheteurs d'huile de palme à franchir le pas vers une huile certifiée RSPO et séparée de bout en bout de la chaîne d'approvisionnement (*segregated/identity preserved*). C'est aujourd'hui la seule option disponible pour l'huile de palme durable. » Toutefois, un nouvel acteur, de taille encore modeste, vient récemment de faire son apparition sur le terrain de la certification d'huile de palme : l'ONG américaine Rainforest Alliance. Celle-ci prône des normes bien plus rigoureuses que la RSPO pour l'agriculture durable et souhaite intégrer à son offre, composée aujourd'hui de café, de cacao et d'autres cultures, une huile de palme durable et totalement traçable. L'entreprise colombienne Daabon a ainsi été la première, en 2012, à pouvoir apposer sur son huile de palme le logo de la petite grenouille verte.

Ce petit tour d'horizon montre bien le rôle clé de la société civile pour faire avancer le débat et les actions en faveur d'une huile de palme plus durable. Quant à la plupart des acteurs industriels, ils jouent plutôt la montre, ne modifiant leurs pratiques qu'à la marge et le plus lentement possible, en misant sur les dissensions entre acteurs, la bureaucratie, le chantage à l'emploi et à l'économie. Malheureusement, la dégradation de l'environnement est plus rapide que la mise en place de modes de production plus durable, avec ce que cela signifie en termes de perte de biodiversité.



CTB TRADE FOR DEVELOPMENT

WWW.BEFAIR.BE

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT



Les opinions exposées dans cet article ne représentent pas forcément celles de la CTB ou de la Coopération belge au Développement.

SOURCES

La brochure *L'huile de palme dans les échanges mondiaux* réalisée par la CTB (février 2011) et la fiche *Table ronde sur la production d'huile de palme durable* sont téléchargeables sur www.befair.be.

Greenpeace : www.greenpeace.org/belgium.

Certifying Destruction. Why consumer companies need to go beyond the RSPO to stop forest destruction. (septembre 2013) et *Greenpeace Scorecard on Palm Oil Producers* (octobre 2012) sont téléchargeables sur www.greenpeace.org.

WWF : www.wwf.be

FAQ on the Review of the RSPO Principles and Criteria (avril 2013) et *Assessment of RSPO Member Palm Oil Producers 2013*, sont téléchargeables sur www.panda.org/palmoil

RSPO : www.rspo.org, www.greenpalm.org

À propos des alternatives : <http://grist.org/article/the-death-of-sustainability/>

Tomothy Fairhurst et David Mc Laughin, *Sustainable Oil Palm Development on Degraded Land in Kalimantan*, WWF, téléchargeable sur www.worldwildlife.org.

GAR : www.goldenagri.com.sg/sustainable_hcs.php?PgId=pilot

The Rainforest Alliance : www.rainforest-alliance.org/work/agriculture/palm-oil